

**André-Marie MBIDA**  
**Premier Premier ministre Camerounais**

## Le Cameroun à L'Harmattan

— Ouvrages politiques, économiques et sociaux :

*Introduction à la politique camerounaise*, ABEL EYINGA, 1984, 356 p.

— *Mandat d'arrêt pour cause d'élections*, ABEL EYINGA, 1978, 300 p.

*Syndicalisme d'abord (Démocratie de Yaoundé)*, ABEL EYINGA, 1985,

*Cameroun : Qui gouverne ?*, PIERRE FLAMBEAU NGAYAP, 1983, 352 p.

*Où va le Kamerun ?*, WOUNGLY-MASSAGA, collec. « Points de Vue », 1984, 291 p.

*Le Problème National Kamerunais*, RUBEN UM NYOBE, présenté par J.-A. MBEMBE, collec. « Racines du Présent » 1984, 440 p.

*Cameroun : Complots et Bruits de bottes*, collec. « Points de Vue » BIYITI BI ESSAM, 1984, 118 p.

*De l'U.P.C. à l'U.C. : un citoyen camerounais à l'aube de l'Indépendance (1953-1961)*, Eugène WONYU, collec. « Mémoires africaines », 1985, 270 p.

— Romans, nouvelles, collection « Encres noires » :

*Remember Ruben*, MONGO BETI, 315 p.

*Les Eaux qui débordent*, BASSEK B.K., 175 p.

*Vive le PRÉSIDENT*, DANIEL EWANDÉ, 223 p.

**DANIEL ABWA**

**ANDRÉ-MARIE MBIDA,  
PREMIER PREMIER MINISTRE  
CAMEROUNAIS  
(1917-1980)**

**Autopsie d'une carrière politique**

**L'Harmattan  
5-7 rue de l'Ecole Polytechnique  
75005 - Paris**

## L'auteur

Daniel ABWA est né à Douala (Cameroun). Après des études primaires puis secondaires dans plusieurs établissements de cette ville, il s'inscrit à l'Université de Yaoundé d'où il sort titulaire d'un Doctorat en 1979. Recruté comme enseignant au Département d'Histoire de cette institution, il y est aujourd'hui élevé au grade de chargé de Cours.

Auteur de plusieurs articles et communications scientifiques et co-auteur de *Histoire du Cameroun (XIXe siècle-début XXe siècle)*, L'Harmattan 1989; *Le code Noir et l'Afrique*, Editions Nouvelles du Sud 1991 et *L'esclavage au Cameroun précolonial* (à paraître).

A mes enfants

A Louise, Ma Mie,  
pour tout l'encouragement et le calme  
que tu m'as apportés durant la rédaction de cet ouvrage.

A mes parents.

## Remerciements

Cet ouvrage n'aurait pu voir le jour sans le concours de mes étudiants en maîtrise Histoire, avec qui j'ai entrepris depuis quelques années des études biographiques sur des personnalités politiques camerounaises. Il s'agit de MM. Njikam Théodore (le Sultan Njoya), Mballa Nguete (Charles Atangana), Aroga Désiré (Charles René-Guy Okala), Okala Totah (André-Marie Mbi-da) et bientôt Ndadjio Etienne (Djoumessi Mathias).

Ces étudiants ont mis à la disposition du public un fonds de documentation qui, bien exploité, pourrait aboutir, dans les années à venir, à la publication d'autres ouvrages biographiques.

Mes remerciements vont particulièrement à mes collègues Lucienne Ngoué et Fabien Eboussi Boulaga, qui ont eu l'amabilité de relire mon travail et de me faire des remarques fort pertinentes dont la qualité de cet ouvrage — si jamais il en a une — a eu à en bénéficier. Je ne saurais taire l'encouragement quasi quotidien dont j'ai été l'objet de la part de mes amis et collègues Thierno Mouctar Bah, Martin Z. Njeuma, François Di-koumé, Maurice Mveng Ayi, Bonguen Ottoko Brunot, Nganemoul Dieudonné, Bassama Oum, Wang Sonne, Bongfen Chem Langhëë, Fanso Verkijika, Jean-Marc Ela, et surtout Adalbert Owona et Blaise Essomba qui m'ont gracieusement ouvert leurs archives privées.

Que Robert Essomba Ada, dont la fidélité à mon endroit ne s'est pas démentie depuis plus de dix ans, M<sup>me</sup> Ebode Scholastique et mon neveu Norodom Kiari Jean-Bedel, trouvent ici le témoignage de mes remerciements pour tout ce qu'ils ont fait dans la réalisation de ce travail.

## Avertissement

Ecrire une biographie sur un personnage politique camerounais en résidant au Cameroun, est une entreprise très difficile à mener; car l'historien qui s'y essaye s'expose à des risques divers, parmi lesquels je retiendrai deux qui me paraissent les plus importants.

1°) Le risque de se tromper sur l'interprétation qu'il donne des faits qu'il analyse. Ce risque est grand, du fait de la rareté des documents qui constituent la matière première du travail de l'historien. On dirait que les hommes politiques camerounais se sont donné le mot pour soustraire à la postérité les motivations de leurs agissements. Pour ceux qui sont morts, on ne trouve aucun mémoire sur leurs activités politiques. Pour ceux qui sont vivants, c'est la langue de bois, et parfois c'est à peine si l'on ne vous traite pas d'«enquiquineur».. Le résultat, c'est que l'historien est obligé de scruter les discours officiels prononcés qui ne reflètent pas toujours la pensée profonde de l'homme politique. Je prends le risque, dans le cadre de cette étude, de me tromper sur mes interprétations, et toute contribution que pourraient apporter les témoins de cette histoire que je décris permettra d'enrichir le débat. Si de telles réactions peuvent avoir lieu, ce travail n'aura pas été inutile.

2°) Le risque de mécontenter les parents, les amis, les ennemis du personnage décrit. La tendance qui s'est instaurée au Cameroun depuis quelques années, c'est d'être soit tout éloge, soit tout blâme pour l'homme politique selon que l'on est de son bord ou contre lui. Je voudrais dire qu'en ce qui concerne André-Marie Mbida, je ne l'ai jamais vu de son vivant et je ne connais aucun membre de sa famille. Je fais tout simplement ici œuvre d'historien, c'est-à-dire celle de scruter le passé, le plus objectivement possible afin de présenter à la postérité la vérité des faits telle qu'ils s'étaient produits en leur temps. Il n'y a en moi aucune intention ni de louer ni de dénigrer, mais une volonté de rapporter les faits selon les canons de la méthode historique et dans la stricte objectivité qui devrait caractériser tout travail de cette nature.

Après avoir présenté ces risques que court tout historien, je voudrais avertir le lecteur sur les termes et le style employés dans cet ouvrage.

Quand je parle de la France, il faut entendre surtout les Français qui sont au pouvoir. Il est clair que tous les Français n'ont pas eu les mêmes réactions vis-à-vis du phénomène colonial, et il m'est totalement impossible de rentrer dans les méandres de cette disparité. C'est pourquoi je préfère utiliser le point de vue officiel et le considérer comme celui de la France.

De même, le lecteur trouvera une disparité dans la manière de présenter les noms dans cet ouvrage. Tantôt je commence par le prénom et je termine par le nom propre, comme cela se doit dans l'usage consacré, tantôt je fais le contraire. C'est un plaisir que je me donne qui est en fait le reflet d'un «camerounisme» qui veut que dans nos cartes nationales d'identité, on commence par le nom pour terminer par le prénom.

## Introduction

«André-Marie Mbida, premier Premier ministre camerounais, (1917-1980), l'autopsie d'une carrière politique». C'est le titre de cet ouvrage que j'entreprends dans une perspective historique pour analyser le passage de ce personnage dans la vie politique camerounaise.

Ancien séminariste, André-Marie Mbida entra en politique en 1952 avec le concours du Dr Louis Paul Aujoulat qui avait été le mentor de beaucoup d'autres hommes politiques camerounais. André-Marie Mbida se montra si bon élève qu'en mai 1957, c'est-à-dire cinq ans à peine après son entrée sur la scène politique, il devint le premier Premier ministre de l'Etat autonome du Cameroun. Neuf mois après son accession au pouvoir, il est «démissionné» par un haut-commissaire venu exprès de France pour le renverser. Sans se décourager, Mbida entra dans l'opposition et tenta sans succès de récupérer le pouvoir qu'il avait perdu en février 1958 en faveur de son ancien vice-premier ministre et ministre de l'intérieur Ahmadou Ahidjo.

C'est cette trame de la vie de cet homme que nous allons analyser dans cet ouvrage autour de trois moments essentiels: De sa naissance à la quête du pouvoir politique, Mbida premier ministre et les raisons de son échec, Mbida dans l'opposition et la fin de sa carrière politique.

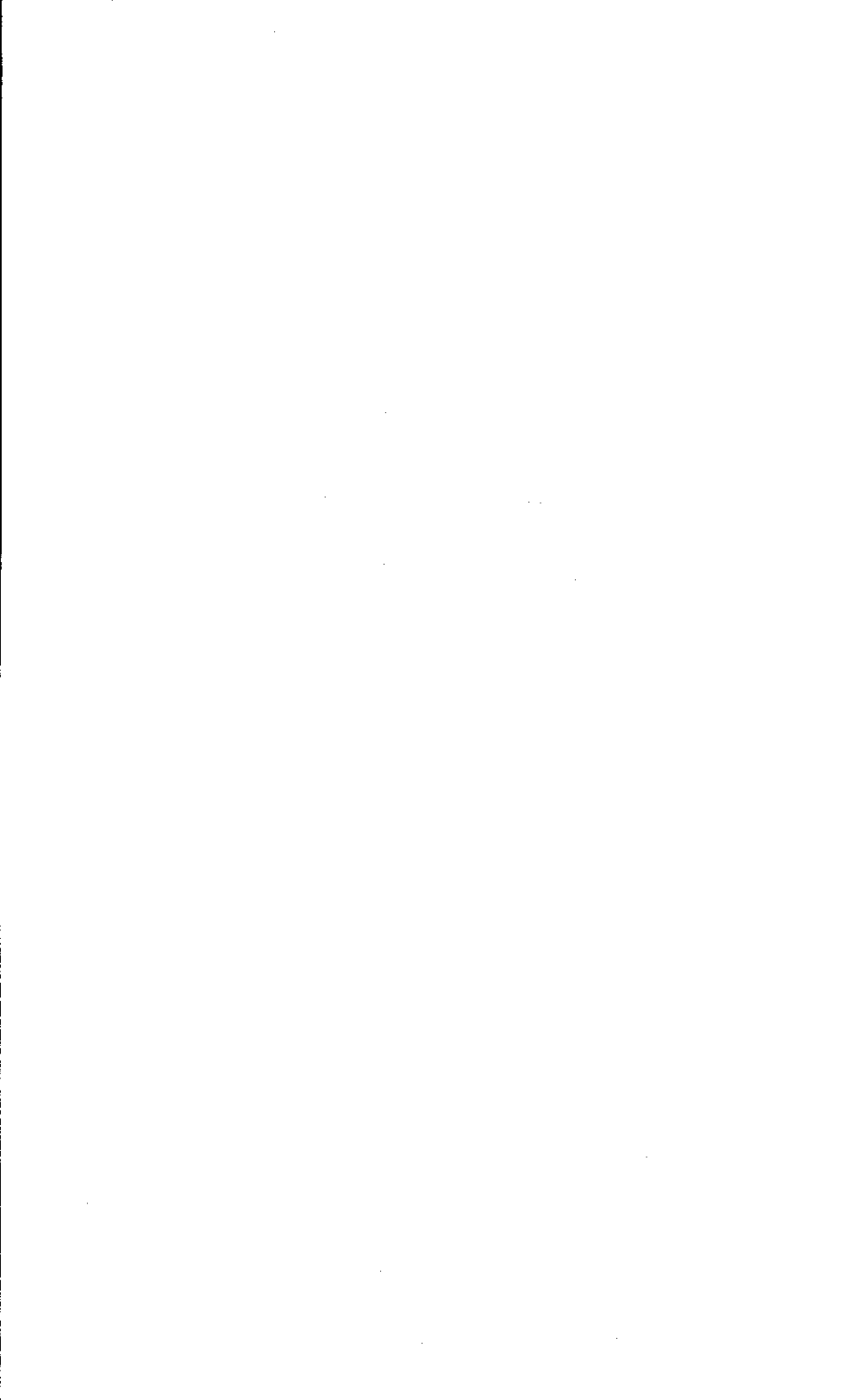


**PREMIERE PARTIE**

**ANDRÉ-MARIE MBIDA**

**À LA RECHERCHE**

**DU POUVOIR**



## I.

### UNE JEUNESSE DIFFICILE

#### 1. André-Maria Mbida: Un enfant de l'Eglise

Lorsqu'en un beau jour de l'année 1917 naît à Edingding, petite localité du Département de la Lékié un fils de la quatrième épouse de Mombélé-Ngono Véronique —, ce dernier est loin de se douter qu'il vient de donner le jour au futur premier Premier Ministre Camerounais. Inspiré par une intuition qui n'a plus cours dans notre Afrique d'aujourd'hui, Mombélé donne à son fils un nom lourd de signification, traduisant par là le destin grandiose qu'il souhaite à son rejeton. Mbida est en effet un mot Bété composé de *Mbi* qui signifie poteau et de *Nda* qui signifie maison. Mbida serait donc le poteau qui soutient la maison, la poutre principale de toute construction.

Très tôt, Mombélé confia son fils à l'Eglise Catholique avec le secret espoir de le voir devenir prêtre. Pendant le temps qu'il passa auprès de ses parents à Edingding, Mbida fit son catéchisme et dès le 1er septembre 1924, il fut baptisé et il reçut le prénom chrétien d'André-Marie. Il dut quitter ses parents l'année d'après pour se rendre à Elig-Ngomomo, petit hameau situé non loin d'Edingding où il s'initia pour la première fois à l'alphabet français. C'était à l'Ecole catholique d'Elig-Ngomomo. Deux ans plus tard (1927) la nécessité de faire mieux l'obligea à s'aventurer plus loin et cette fois-ci ce fut à la mission catholique d'Efok. Il y fit les classes du CE2 et du CM2 sous la direction de M. Engelbert Essomba. C'est à Efok, nous apprend Gervais Eyenga, qu'un prêtre eut la révélation de l'aura qui enveloppait cet enfant. Il décrit l'événement en ces termes:

«Elève du cours moyen deuxième année à Efok, A-M. Mbida assiste un samedi après-midi à une excursion organisée par le Rvd Père Pierre Patelode, canadien d'origine, Directeur de l'école Catholique d'Efok. L'excursion avait pour cadre la colline de Saa près d'Efok.

Au cours de la messe qu'il improvise, il confie dans son homélie à l'assistance qu'il voit dans la foule une étoile destinée à éclairer la communauté locale sur le double plan de la spiritualité et de l'administration»<sup>(1)</sup>.

Peut-être poussé par cette révélation ou tout simplement inspiré par la vocation du sacerdoce, André-Marie Mbida quitta EfoK pour entrer au petit séminaire d'Akono en septembre 1929. Il y eut pour camarades Balla Henri, l'abbé Frédéric Essomba, l'abbé André Noah <sup>(2)</sup>. Il y resta jusqu'en septembre 1935. C'est une période charnière dans sa vie car il se familiarisa réellement avec le milieu catholique dans lequel il avait reçu sa première formation scolaire. Il allait garder de cet épisode un profond attachement pour l'Eglise Catholique, attachement qu'il conserva toute sa vie durant.

La hiérarchie catholique au Cameroun faisait obligation, à qui voulait devenir prêtre, de passer d'abord par le petit séminaire puis par le grand séminaire. C'est tout naturellement qu'André-Marie quitta le petit séminaire d'Akono pour le grand séminaire de Mvolyé en septembre 1935. Pendant deux ans, il s'initia à la philosophie sous la conduite du Rvd Père Charles, bénédictin agrégé de philosophie et ayant enseigné pendant près de trente ans dans divers pays. Selon Hubert Mono Ndjana, André-Marie Mbida était un brillant élève, «toujours premier de sa classe» <sup>(3)</sup>. C'est ce qui amena, nous dit-il, le père Charles à le remarquer et à faire sur lui un rapport fort élogieux qu'il adressa à Monseigneur Vogt, alors Evêque de Yaoundé <sup>(4)</sup>. De 1937 à 1938, André-Marie Mbida effectua sa première période d'épreuve au petit Séminaire d'Akono où il dispensa non seulement des cours de mathématiques, mais aussi d'histoire, de géographie et de français. Après cette année de stage, il revint à Mvolyé où il reçut les quatre ordres mineurs: portier, lecteur, exorciste, acolyte<sup>(5)</sup>. Du mois d'août 1941 au mois de janvier 1943, il effectua un deuxième stage à la mission catholique de Bafia<sup>(6)</sup> pendant lequel, et au mépris de la réglementation en vi-

1. Cité par Okala Tota, «André-Marie Mbida (1917-1958)», Mémoire de Maîtrise, Université de Yaoundé, 1989, p.6.

2. H. Mono Ndjana, «Si la vie de Mbida m'était contée» in *Objectif*, n°6 du 25 mai au 25 juin 1980, p.28.

3. H. Mono Ndjana, op. cit., p.28.

4. H. Mono Ndjana, op. cit., p.28.

5. *Ibid.*

6. On peut penser à juste titre que si une deuxième période avait été néces-

gueur dans l'Eglise catholique, il se présenta à l'examen officiel du CEPE qu'il réussit sans difficulté. Dès que la hiérarchie catholique eut connaissance de cet acte (et du succès qui avait suivi) elle le considéra comme une forfaiture et décida l'expulsion d'André-Marie Mbida du Séminaire de Mvolyé, à une semaine de son diaconat, le 25 juillet 1943.<sup>(7)</sup>

## 2. André-Maria Mbida, rejeté par l'Eglise

Le renvoi d'André-Marie Mbida a été diversement interprété: pour ses proches, il n'est pas le résultat logique du non-respect des règles de la mission catholique, mais plutôt la conséquence d'une sombre vengeance de Monseigneur Graffin. Louis Tobie Mbida, fils aîné d'André-Marie Mbida, affirme que son père faisait déjà l'objet de tracasseries de la part de Monseigneur Graffin, successeur de Monseigneur Vogt<sup>(8)</sup>. Gervais Eyenga renchérit dans le même sens lorsqu'il dit:

Si Mbida a été renvoyé c'est que Mgr Graffin manifestait déjà sa rancune à l'endroit de Mbida du fait du rapport favorable qu'avait rédigé le père Charles en sa faveur. Mgr Graffin s'en serait donc pris à Mbida qu'il considérait comme un protégé de son prédécesseur Mgr Vogt<sup>(9)</sup>.

Hubert Mono Ndjana, dans sa notice chronologique publiée dans la revue *Hommes et Destins*, partage le même point de vue. Il affirme que Mbida fut expulsé du Séminaire parce que «ne bénéficiant plus d'aucune protection depuis la mort de Mgr Vogt en mars 1943...»<sup>(10)</sup>.

Tous ces analystes fondent leur argumentation sur la sourde hostilité, voire la haine, qui régnait entre le Vicaire de Yaoundé

---

saire pour Mbida, c'est que la première n'avait pas été une réussite. Ceci tendrait à accréditer la thèse selon laquelle la vocation de Mbida n'était pas très ferme.

7. H. Mono Ndjana, «André-Marie Mbida (1917-1980)» in *Hommes et Destins*, t.4, p.507.

8. Cité par Okaka Tota, op. cit., p.9.

9. *Ibid.*

10. H. Mono Ndjana, «André-Marie Mbida», op. cit., p.507.

Mgr Vogt et son coadjuteur Mgr Graffin. On ne peut leur donner tort car depuis l'arrivée des Français au Cameroun, tout ce qui pouvait, de près ou de loin, leur rappeler l'ancienne présence allemande sur ce territoire, était à effacer. Or Mgr Vogt, Alsacien d'origine et donc demi-français avait été pris en grippe par le commissaire de la République Française, Marchand, qui mettait en doute ses sentiments de Français. Ce dernier demanda son rappel et son remplacement par un Français de France, le père Brangers. Monseigneur Vogt ne conserva son vicariat que grâce à la bienveillance de Rome qui lui imposa néanmoins, comme coadjuteur, le «Français de France» Monseigneur Graffin (11). Il est donc possible que tout ce qu'avait pu apprécier l'un ne puisse que déplaire à l'autre d'autant plus que vers 1943, la guerre entre Français et Allemands avait fait beaucoup de victimes du côté français.

S'arrêter à cette argumentation me semble néanmoins quelque peu simpliste voire peu objectif. Si l'on peut admettre la probabilité de l'existence d'une volonté de vengeance de Monseigneur Graffin sur l'ancien protégé de Monseigneur Vogt, on ne peut cependant nier que ce protégé lui en a donné l'occasion. En effet, un constat préalable doit être fait: au mépris des règlements en vigueur, André-Marie Mbida, sans avoir requis l'autorisation de ses supérieurs hiérarchiques s'était présenté à un examen officiel en l'occurrence ici le CEPE. Il paraît tout à fait logique, devant un tel irrespect des lois prescrites, qu'il ait été renvoyé. En d'autres termes, le renvoi d'André-Marie Mbida du Séminaire de Mvolyé devrait être considéré comme la conséquence de sa déloyauté. Cela semble avoir été le point de vue des autorités religieuses camerounaises qui — si l'on en croit une révélation faite à Adalbert Owona par Vincent Ahanda (12) — avaient marqué comme motif dans le certificat de renvoi d'André-Marie Mbida, «pour manque de jugement». Ce verdict, selon la même source, aurait été le fait de son comportement pendant les cours dispensés par les pères bénédictins suisses. André-Marie Mbida se serait chaque fois moqué de leur manière de parler incorrectement le français (13). Devant le silen-

---

11. L. Ngongo, *Histoire des forces religieuses au Cameroun*, Paris, Khartala, 1982, pp.25-30.

12. Cette information m'a été donnée par Adalbert Owona lors de la soutenance du mémoire de maîtrise de Okala Tota, op. cit., dont il était l'assesseur principal et moi le rapporteur.

13. Idem.

ce de l'accusé qui, à ma connaissance, n'a pas révélé dans ses écrits les raisons de son comportement, nous ne pouvons que nous fier aux témoignages de ses contemporains <sup>(14)</sup>.

Il faut même pousser le raisonnement plus loin pour essayer de comprendre les motivations profondes de l'acte posé par André-Marie Mbida. A mon avis, trois explications peuvent être retenues:

1- On peut croire que la ferveur de sa vocation sacerdotale s'était émoussée avec le temps et qu'il cherchait le moyen de quitter le Séminaire sans encourir l'ire de ses proches. Enfreindre une loi établie — qui lui donne en plus le moyen de s'intégrer dans le monde — était par conséquent une belle manière de forcer la main aux autorités religieuses pour sa libération. Cette argumentation est rejetée par ses proches qui presque tous affirment que l'expulsion d'André-Marie Mbida du Séminaire «alors que le chemin qui lui restait à parcourir était relativement peu de choses par rapport à ce qu'il avait fait» <sup>(15)</sup>, avait été pour ce dernier une grande déception. C'est peut être pourquoi, au sortir du Séminaire, il demanda sa main à une ancienne religieuse avec laquelle il aurait pu partager une formation religieuse commune <sup>(16)</sup>. Mais il lui faudra attendre le 14 août 1946 et l'âge de 29 ans, pour convoler en justes noces avec Marguerite Embolo qui «lui demeura fidèle jusqu'au bout, lui prêtant à la fois ses mains, ses pieds et ses yeux» <sup>(17)</sup>. Par ailleurs, André-Marie Mbida est resté toute sa vie durant si proche de l'Eglise Catholique que l'on peut croire qu'il le fut par nostalgie de ce qu'il aurait voulu devenir. Seulement la question demeure: Pourquoi s'était-il présenté à l'examen du CEPE?

2- En dehors de la remise en question de sa vocation sacerdotale qui à mon sens, s'était pourtant émoussée, il reste une autre explication de cet acte: tous les auteurs ayant analysé le tempérament d'André-Marie Mbida, tous ceux qui l'ont côtoyé, semblent unanimes pour voir en lui un homme vaniteux, très fier de lui, qui ne recule devant rien pour atteindre l'objectif

---

14. Vincent Ahanda et André-Marie Mbida ont milité dans le même parti politique, le PDC, fondé par le dernier cité.

15. J-M. Zang Atangana, *Les forces politiques au Cameroun réunié*, T.1, Paris, L'Harmattan, 1989, p.286.

16. Selon Pius Noah, André-Marie Mbida chercha à prendre une épouse après son renvoi du Séminaire. La première sur qui il jeta son dévolu était une ancienne religieuse qui ne fut pas acceptée par les proches de Mbida.

17. H. Mono Ndjana, «André-Marie Mbida», op. cit., p.510.

qu'il s'est fixé. On peut alors penser que André-Marie Mbida a osé se présenter à cet examen pour braver la hiérarchie catholique et flatter sa propre vanité en obtenant un diplôme que ne possédaient pas ses autres congénères. Cet argument peut-être considéré comme vraisemblable car André-Marie Mbida, toute sa vie durant, a toujours cherché à dominer les autres, à leur imposer ses points de vue, ce qui lui attira de nombreuses inimitiés. Ce portrait au vitriol que fait de lui Zang Atangana, au soir de sa vie, confirme notre analyse:

On cherche le mot capable de rendre compte de sa brûlante et forte personnalité: ce doit être «intensité». Un regard droit, qui vous perce et vous fouille derrière une paire de lunettes à branches dorées, la taille plutôt moyenne pour une silhouette légèrement épaisse, la chevelure encore noire mais parsemée çà et là de quelques touffes grises: c'est M. André-Marie Mbida, ancien premier ministre du premier gouvernement camerounais, qu'on eût tôt fait de prendre comme l'un de ces hommes qui dérangent le flux de l'Histoire, qui y dressent des barrages ou en font bouillonner les rapides. Mais d'un tempérament plutôt intransigeant, rigoureux, violent, il a exercé ses pouvoirs avec la rudesse d'un «représentant en mission de 1793», attitude qui lui a valu évidemment rancunes, haines et finalement son élimination de la scène politique. Car cet homme au dynamisme dévorant n'est rien de moins qu'un de ces romantiques de la révolte irréductiblement condamnés à être brisés par l'action...<sup>(18)</sup>

Cette extrême vanité qui transparait ici dans l'acte posé par André-Marie Mbida, (acte qui le fait rejeter par l'Eglise et l'introduit dans le monde) sera la cause des nombreuses difficultés qu'il rencontrera dans ses rapports avec les autres.

3- La troisième raison que l'on peut indiquer c'est tout simplement le caractère ambitieux de Mbida. Il s'était certainement rendu compte que la prêtrise ne lui aurait pas permis de réaliser la carrière politique qu'il souhaitait pour lui. Quoi qu'il en soit, Mbida fut renvoyé du Séminaire et il devait s'accommoder à sa nouvelle situation.

---

18. Zang Atangana, op. cit., T.1, p.286.

### 3. André-Marie Mbida dans le «Siècle» ou le Refus de l'Autorité des Autres

Rejeté par l'Eglise mais nanti de son diplôme de CEPE et de ses connaissances «philosophiques» acquis au Séminaire, André-Marie Mbida ne tarda pas à être intégré dans le «siècle». Grâce aux démarches de la cellule des ressortissants «Eton» basée à Nkol-Eton à Yaoundé, il est engagé par la fonction publique camerounaise en qualité de moniteur auxiliaire. A ce titre, il est immédiatement affecté à l'école régionale de Yaoundé. A peine arrivé dans cette école, il est de nouveau affecté en mars 1944 à Balessing, dans la région de Dschang avec le titre de Directeur de l'école rurale de cette localité (19). C'était là une grande promotion qui pouvait également être prise pour une sanction car, à l'époque, aller travailler si loin de sa région d'origine était, la plupart du temps, une mesure disciplinaire.

Une fois rendu à Balessing, André-Marie Mbida rencontra Galéazzi, son supérieur hiérarchique. Très vite, le climat ne tarda pas à se détériorer entre les deux hommes et l'animosité qui en résulta aboutit au licenciement d'André-Marie Mbida. Le voici, une fois de plus congédié par un supérieur hiérarchique. Bien entendu les raisons de ce licenciement sont diversement interprétées. Ses proches présentent des versions qui donnent le tort à Galéazzi. Pour Noah Pius,

La crise entre Mbida et Galéazzi qui va aboutir au licenciement du premier cité commence un dimanche. Ce jour-là en effet, après une semaine pleine de travail, A-M. Mbida décide de se rendre à Dschang pour un bref séjour de repos; le même jour, il fait l'objet d'une inspection de son chef hiérarchique Galéazzi qui interprète l'absence de Mbida à son poste comme un manquement professionnel, donc passible de sanction.(20)

Louis Tobie Mbida voit dans le licenciement de son père la conséquence de l'incompatibilité d'humeur qui existait entre les deux hommes. Il affirme qu'avant ce renvoi, André-Marie Mbida et Galéazzi s'étaient plusieurs fois querellés devant leurs collègues lors des réunions sectorielles de l'enseignement primai-

19. Louis-Tobie Mbida, cité par Okala Tota, op. cit., pp.10-11.

20. Cité par Okala Tota, op. cit., p.11.

re (21). Nous constatons à partir de ces deux témoignages que le «congédiement» d'André-Marie Mbida est considéré comme une machination ourdie par Galéazzi pour se débarrasser d'un subordonné qui lui tenait tête. Abel Eyinga partage le même point de vue car il voit dans ce licenciement le résultat d'un conflit d'opinion opposant les deux hommes. Selon cet auteur, le conflit serait dû au fait que Galéazzi était membre actif de l'Union des Syndicats Confédérés du Cameroun (USCC) créée le 18 décembre 1944 et affiliée naturellement à la CGT française. Or l'Eglise Catholique, au cours des années 1944/45 s'était fortement opposée au syndicalisme naissant et surtout à l'USCC qu'elle considérait comme «une organisation de Satan qui se camoufle sous le masque syndical» (22). Compte tenu des rapports que André-Marie Mbida entretenait avec l'Eglise Catholique, il se considéra naturellement en croisade contre l'USCC, donc contre Galéazzi. Quoiqu'il en soit et quelles que soient les raisons évoquées, on peut faire le constat suivant: une fois de plus, André-Marie Mbida n'hésite pas à braver une autorité établie et cette fois c'est pour faire triompher ses convictions religieuses.

André-Marie Mbida fut à nouveau obligé de regagner Yaoundé, avec armes et bagages en 1945. Une fois encore, il frappa à la porte du cercle de l'élite «Eton» de la capitale qui l'avait si bien servi en 1943. Le cercle était à cette époque dirigé par Mbassi et Zoa Oloa et avait pour but d'assister matériellement et moralement les déshérités de la communauté. Sollicité par André-Marie Mbida, le cercle de l'élite «éton» ne se fit pas prier et, pour parer au plus pressé, il lui trouva pour trois mois un emploi d'agent journalier au Trésor de Yaoundé. Plus tard, le cercle le recommanda à l'avocat Léon Fouletier qui l'engagea dans son cabinet (23).

Dans le cabinet de Maître Fouletier, André-Marie Mbida resta quatre ans, battant ainsi un record de longévité sous les ordres d'un tiers depuis son départ du Séminaire de Mvolyé. Cette longévité s'explique certainement par son désir d'avoir des rudiments du Droit, matière nouvelle pour notre «philosophe». S'il n'eut cependant pas à en découdre avec Me Fouletier, André-Marie Mbida ne put résister au désir d'étaler sa vanité habituelle devant un autre «éton», Jean Abena, qui l'avait

21. *Ibid.*

22. A. Eyinga, *Démocratie de Yaoundé, T1, Syndicalisme d'abord, 1944-1946*, Paris, L'Harmattan, 1985, pp.65-67.

23. H. Mono Ndjana, «André-Marie Mbida», op. cit., p.508.

précédé dans ce cabinet et avec lequel il ne tarda pas à entrer en conflit. Selon Louis-Tobie Mbida, c'est Jean Abena qui aurait ouvert les hostilités parce qu'il prenait le nouveau venu pour un concurrent qui allait chercher à lui ravir son poste de Secrétaire. Il considérait la venue de ce nouvel employé dans les services de Me Fouletier comme un signe précurseur de sa prochaine disgrâce: il prit donc les devants et entreprit contre son «concurrent» une guerre de nerfs qui alla même jusqu'à l'agression physique (24).

Nanti de l'expérience acquise dans le cabinet de Me Fouletier, André-Marie Mbida prit la seule décision qui s'imposait pour éviter les conflits de personnes partout où il passait: il se mit à son compte et devint, en 1950, agent d'affaires chargé de défendre les justiciables devant les tribunaux. Il s'installa alors à Ebolowa et, nous pouvons dire qu'avec cette installation, sa jeunesse s'achève bel et bien. Lorsqu'il quitta Ebolowa deux ans plus tard, il avait 35 ans et c'était un homme mûr qui allait s'engager dans une autre bataille: celle de la quête du pouvoir politique.

---

24. Cité par Okala Tota, *op. cit.*, p.12.

## II.

# ANDRÉ-MARIE MBIDA À LA QUÊTE DU POUVOIR POLITIQUE

André-Marie Mbida, l'«adolescent difficile» que nous avons décrit dans le chapitre précédent, est un homme caractérisé par un grand orgueil et une susceptibilité à fleur de peau. Il cherche à tout moment à dominer les autres pour atteindre les sommets. Dans ce but, il a montré qu'il ne prenait pas toujours grand soin des relations qu'il avait avec les autres. Or à partir de 1952, il entrait dans un domaine glissant, fluctuant, où les rapports avec les individus jouent un rôle fondamental: il s'agit du monde de la politique. Comment allait-il s'y comporter?

### 1. Le Coup de Pouce du Dr Louis Paul Aujoulat

Le silence d'André-Marie Mbida sur ses premiers contacts avec la vie politique rend quelque peu malaisée toute analyse précise. Dans un document inédit intitulé «Notes sur A-M. Mbida», il est écrit qu'il fit ses premiers pas dans la politique lors des élections à l'Assemblée Représentative du Cameroun (AR-CAM) en 1946. Il y connut un échec car il fut battu par Abéga Martin<sup>(25)</sup>. Abel Eyinga rapporte la même information lorsqu'il écrit:

Deux événements importants interviennent dans sa vie en 1946: son mariage et un insuccès électoral à l'ARCAM contre Ebédé et Abéga Martin<sup>(26)</sup>.

Rappelons que les élections de 1946 constituent pour notre pays la toute première possibilité accordée aux populations au-

25. Archives privées de Claude Akono, cité par Okala Tota, op. cit., p.14.

26. A. Eyinga, *Introduction à la politique camerounaise*, Paris, L'Harmattan, 1984, p.96.

tochtones de participer à la vie politique de leur pays. Faisant suite en effet à la conférence de Brazzaville de Janvier 1944, la nouvelle constitution française de 1946 avait placé le Cameroun dans la catégorie des «Etats associés» intégrés à l'Union Française. Dans ce cadre, le Cameroun était autorisé à envoyer des délégués à l'Assemblée Nationale Française de même qu'un sénateur au Conseil de la République (27). Sur le plan local, la France devait créer une Assemblée Représentative où l'élite autochtone devait faire son apprentissage politique. C'est ce qu'elle fit sur la base du décret n°43 — 2676 du 25 Octobre 1946, en application de la loi du 7 Octobre 1946 qui avait prévu l'institution d'Assemblées Représentatives dans les Territoires d'Outre-mer. Au Cameroun, ces élections eurent lieu le 22 décembre 1946 et le 19 janvier 1947; Quarante conseillers y furent élus au double collège dont vingt-quatre camerounais et seize français (28).

Si l'on en croit Claude Akono et Abel Eyinga, c'est donc dans ce cadre qu'Andre-Marie Mbida avait fait sa première expérience politique. Sans pour autant rejeter cette affirmation, surtout celle de Claude Akono qui était très proche de Mbida, il me semble très difficile de ne pas y apporter des réserves pour deux raisons fondamentales:

— Malgré des recherches entreprises tant aux Archives Nationales qu'à celle de l'Assemblée Nationale, je n'ai trouvé nulle part d'indication sur la candidature d'André-Marie Mbida. On trouve par contre les noms de Martin Abéga, ancien chef supérieur de Yaoundé et Ebédé Albert parmi les quarante élus de 1946 (29). On peut donc se demander si cette candidature n'avait pas été de celles que l'on présente en coulisse, dans le cadre restreint des ressortissants d'une communauté donnée? Peut-être y avait-il eu consultations préalables entre les ressortissants de la région du Nyong et Sanaga pour avoir un candidat du consensus? Martin Abéga fut peut-être ce candidat là.

Par ailleurs, il faut dire que si André-Marie Mbida avait effectivement posé sa candidature aux élections de 1946, quel que soit le cadre choisi, après toutes les mésaventures qu'il venait

---

27. F. Olama Ombwa, «Les expériences de régime parlementaire au Cameroun», Thèse de Doctorat d'Etat en Sciences Politiques, Université de Poitiers, 1983, p.41.

28. Anonyme, *Livre d'Or de l'Assemblée Nationale*, Douala, Ed. CDM, SD, p.14.

29. Anonyme, *Livre d'Or*, op. cit., p.20.

de connaître entre 1943 et 1946, c'est que véritablement ses ambitions politiques étaient assez grandes pour annihiler en lui toute prudence: se lancer en parfait inconnu sur la scène politique, et sans aucune préparation pour s'opposer au chef supérieur en poste, c'est tout simplement du suicide politique. Il est vrai que cette initiative, conforme au tempérament de Mbida, pouvait avoir été prise par lui.

D'ailleurs, cette année 1946 ne semble pas avoir joué un grand rôle dans la carrière politique d'André-Marie Mbida. La plupart des auteurs s'accordent pour dater de la naissance du Bloc Démocratique Camerounais, le début de la carrière politique de Mbida. C'est bien ce que pensent MM. Mongo Beti, Abel Eyinga, Hubert Mono Ndjana, Okala Tota ainsi que Joseph-Marie Zang Atangana et Théodore Ateba Yene. Or ce mouvement n'a été créé qu'en 1951, par le Dr Louis Paul Aujoulat, et s'appelle d'abord Union Démocratique et Politique Camerounaise, avant de devenir Union Démocratique Camerounaise et enfin le Bloc Démocratique Camerounais.

Tous les auteurs cités ci-dessus sont également unanimes pour faire de l'année 1952, l'année de la première expérience politique d'André-Marie Mbida. Cette année correspond en effet à une échéance électorale au Cameroun, celle du remplacement des membres de l'ancienne ARCAM par ceux de la nouvelle Assemblée Territoriale du Cameroun (ATCAM). Le mandat de l'ARCAM devant expirer en 1952, il devint nécessaire de procéder à son renouvellement. La loi n°52-130 du 6 février 1952 déterminait la formation de Nouvelles Assemblées en AOF, en AEF, à Madagascar, au Togo et au Cameroun. Cette nouvelle assemblée devait comprendre cinquante membres dont trente-deux camerounais et dix-huit de statut français. Les membres étaient élus pour cinq ans renouvelables et avaient le titre de Conseillers à l'Assemblée Territoriale<sup>(30)</sup>.

C'est à la faveur de ces élections, qui eurent lieu le 30 mars 1952 qu'André-Marie Mbida devint un homme politique. Hubert Mono Ndjana décrit pour nous le processus de cette métamorphose:

En mars 1952, il (A.M. Mbida) est sollicité par un groupe d'amis qui le poussent instamment à se présenter à l'ATCAM. Comme agent d'affaires, ses revenus mensuels variaient entre 500000 Frs CFA et 800000 Frs

---

30. Anonyme, *Livre d'Or*, op. cit., p.13.

CFA et un million. Des gains fabuleux pour l'époque! Et l'on comprend qu'il ait hésité à abandonner une situation aussi lucrative pour s'engager dans l'aventure politique. Mais ses amis J. Tsanga, I. Owono ou J. Angogo et bien d'autres le pressent. Il accepte. C'est le Rubicond qui le propulse vers les sommets et qui le ramène bientôt vers les abysses<sup>(31)</sup>.

Par cette version, H. Mono Ndjana semble montrer qu'André-Marie Mbida ne s'était investi dans la vie politique que sous la pression de ses amis; il aurait eu auparavant d'autres ambitions, notamment celle de faire fructifier ses affaires. C'est dire qu'il n'avait eu aucune initiative dans le changement de son destin ou bien que son seul mérite avait été d'avoir accepté la proposition de ses amis. Théodore Ateba Yene apporte une nouvelle version qui sans contredire celle de Mono Ndjana, la complète avantageusement. Il affirme que l'homme qui aida André-Marie Mbida à entrer sur la scène politique n'est rien d'autre que son propre père. Cédons-lui la parole:

Tout commence un beau jour au bureau du chef de la région Nyong et Sanaga à Yaoundé. Mon père connaissait parfaitement André-Marie Mbida lorsque celui-ci était employé à l'étude de Maître Foulétier, avocat à la défense à Yaoundé. *Mon père le rencontra d'une manière fortuite dans les couloirs du vaste bureau de la région... Mbida fit part à mon père de ses intentions et prétentions politiques à la veille des élections à l'Assemblée territoriale du Cameroun.* Le même jour aux alentours de 23 heures, mon père reçut une visite inattendue de Fouda qui revenait d'une réunion préélectorale du parti du bloc démocratique camerounais (BDC) à Efulan chez le chef supérieur Martin Abéga. Il fit part à mon père de la situation embarrassante qui prévalait au sein de leur parti sur la composition de la liste à présenter aux suffrages des électeurs de la région Nyong et Sanaga. *La présence d'un colistier appartenant à l'ethnie Eton était impérative, étant donné leur densité et leur potentialité électorales.* Mais malheureusement, il se trouvait que dans l'entourage immédiat d'Aujoulat, aucun membre du bloc démocratique camerounais ressortissant de cette ethnie n'était populaire. Charles Onana Awana, Jean Betayene et d'autres n'avaient aucune assise populaire car évoluant en vase clos.

31. H. Mono Ndjana, «André-Marie Mbida», op. cit., p.508.

*Mon père suggéra le nom d'André-Marie Mbida que ni Fouda, ni Aujoulat ne connaissaient réellement. Inutile de vous raconter dans quelles conditions le contact fut pris la même nuit entre Fouda, mon père et Mbida. Toujours est-il que ce nom fut bien accueilli et fut inclus dans la liste qui gagna les élections quelques semaines plus tard<sup>(32)</sup>.*

Ces deux versions ont le mérite de décrire le processus terminal qui propulse André-Marie Mbida dans l'aventure politique. On peut y relever une constante: le rôle joué par le destin dans la réalisation de la carrière politique de cet homme. Il bénéficie en effet d'un concours de circonstances si étonnantes qu'on le croirait porté à bout de bras par un destin exceptionnel. Si l'on veut schématiser le fil des événements, on peut les présenter ainsi:

1- 1951. Le Dr Louis Paul Aujoulat, alors député et Secrétaire d'Etat à la France d'Outre-mer décide de créer un mouvement politique pour limiter la prépondérance de plus en plus grande de l'UPC (l'Union des Populations du Cameroun) créée trois ans plus tôt et s'opposer à elle. Il choisit comme champ d'action la région du Nyong et Sanaga qu'il connaissait très bien et où il recruta ses premiers adeptes.

2- 1952. Ce sont les échéances électorales pour l'ATCAM. André-Marie Mbida est alors sollicité par ses amis qui voient en lui un futur conseiller à l'Assemblée Territoriale. Au hasard d'une promenade dans les couloirs du siège de la région Nyong et Sanaga, il a la fortune de rencontrer Hermann Yene (le père de Théodore Atéba) à qui il fait part de ses nouvelles ambitions. Tout aussi fortuitement, le même jour, Hermann Yene reçoit la visite de Fouda André qui est à la recherche d'un colistier éton qui leur fait tant défaut. Fort heureusement, Hermann Yene a la solution miracle: il connaît l'oiseau rare qu'il a rencontré ce jour-même. Il s'agit d'André-Marie Mbida.

3- Le Dr Louis Paul Aujoulat, tout heureux, accepte de mettre dans sa liste cet illustre inconnu avec qui il gagne les élections du 30 mars 1952. André-Marie Mbida fait ainsi d'un coup d'essai un coup de maître.

Ce schéma en trois étapes montre qu'André-Marie Mbida n'a eu qu'à se laisser porter par la conjoncture comme si le destin en avait décidé ainsi.

32. Th. Ateba Yene, *Cameroun-Mémoire d'un colonisé*, Paris, L'Harmattan, 1988, pp.91-92. Souligné par nous.

**Le Docteur Louis Paul Aujoulat, le promoteur de nombre de carrières politiques camerounaises, dont celle de A.M. Mbida. Ce dernier sera son principal «tombeur politique»**



Cette vision idyllique ne me semble pas correspondre totalement à la réalité compte tenu du tempérament de battant que l'on reconnaît à André-Marie Mbida. Si l'on ne peut nier le rôle joué par le destin dans la vie de tout être humain, il me paraît très difficile de croire que Mbida était resté passif devant son avenir politique. Je suis persuadé qu'il n'est venu à la vie politique que parce que très tôt il avait nourri des ambitions profondes dans ce domaine. La seule personne ayant pu lui inspirer de telles ambitions ne pouvait être que le Dr Louis Paul Aujoulat.

Le premier contact du Dr Aujoulat avec le Cameroun profond date de 1935 à EfoK, «ville», d'origine d'André-Marie Mbida. Lorsqu'il eut à y passer, il fut pris de compassion pour cette localité et il nota ce qui suit sur son carnet:

Ici, le médecin ne passe que tous les 18 mois. Il y aurait plus de 150000 pauvres gens à soigner pour quelqu'un qui aurait un peu de courage et de volonté. Pourquoi pas moi?<sup>(33)</sup>

On peut dire qu'entre le Dr Aujoulat, EfoK et ses habitants, c'est le coup de foudre. Cet amour deviendra si intense qu'en janvier 1937, le Dr Aujoulat et son épouse décidèrent de s'y établir<sup>(34)</sup>. EfoK devint ainsi le quartier général de ce médecin, à partir duquel il irradiait toute la région du Nyong et Sanaga de sa forte personnalité. André-Marie Mbida qui se trouvait au grand Séminaire de Mvolyé de 1935 à 1943 ne pouvait pas ne pas avoir rencontré cet éminent avocat de l'apostolat laïc ou du moins ne pas en avoir entendu parler. Abel Eyinga est tout à fait persuadé qu'il a fait sa connaissance au Grand Séminaire:

C'est au cours des huit années passées au Séminaire (1935-1943) qu'il (A.M. Mbida) fait la connaissance du Dr Aujoulat; celui-ci y passait tous les mardis en sa qualité de laïc missionnaire (animant la fondation médicale Ad Lucem à EfoK) pour s'entretenir avec les futurs prêtres indigènes<sup>(35)</sup>.

L'argument que je voudrais faire valoir c'est qu'André-Marie Mbida avait certainement été influencé par le Dr Aujoulat et

33. E. Thévenin, «Louis Paul Aujoulat (1910-1973). Un médecin chrétien au service de l'Afrique», communication au Colloque International de Louvain (Belgique) sur «Eglise et Santé dans le tiers-monde hier et aujourd'hui, 19-21 octobre 1989», p.2.

34. *Ibid.*, p.4.

35. A. Eyinga, *Introduction*, op. cit., p.96.

qu'il rêvait de faire comme lui, sinon mieux que lui. En effet, tout ce qu'avait pu faire le Dr Aujoulat à EfoK et dans ses environs ne pouvait que susciter l'admiration d'un être aussi ambitieux et fier qu'était André-Marie Mbida.

Louis Paul Aujoulat, médecin catholique, avait réussi à construire en terre Eton un hôpital comprenant, en 1945, un bloc opératoire, une maternité, un service de gynécologie, un service de chirurgie et un autre de médecine générale, un laboratoire et une pharmacie. Par ailleurs, il avait réussi à se faire élire député du Cameroun au palais Bourbon en 1946 et plus tard il devint ministre (36). Cette carrière du Dr Aujoulat et la notoriété qu'il avait acquise en pays Eton ne pouvaient qu'enflammer l'imagination de notre enfant d'EfoK qui ne rêvait pour lui-même que de grandeur. Jeté dans le siècle en 1943, il chercha vraisemblablement à faire comme son modèle, à se surpasser en permanence; mais il se heurta aux réactions hostiles de ses supérieurs hiérarchiques. Le seul endroit où il pouvait se réaliser véritablement et satisfaire ses grandes ambitions, c'était le domaine politique où l'équation personnelle joue un rôle fondamental. André-Marie Mbida chercha et attendit alors l'occasion opportune pour se lancer dans l'aventure politique: elle se présenta à lui en 1951, année bénie pour lui au cours de laquelle, selon J.-M. Zang Atangana et Abel Eyinga, il rencontra Aujoulat (37). Cette rencontre fut certainement le «coup de pouce» donné à ses ambitions politiques.

Le Dr Aujoulat qui donna le «coup de pouce» aux ambitions d'André-Marie Mbida était en effet convaincu, depuis les années 46 après avoir assisté à la fameuse conférence de Brazzaville de janvier 1944, des nouveaux enjeux du monde de l'après-guerre. En décembre 1946, il écrivait ceci:

Le problème de l'indépendance est posé. Il sera résolu dans les 20 ans qui viennent. Nous n'avons qu'une chose à faire, former des cadres capables de gérer leur pays(38).

Le Dr Aujoulat était alors à la recherche d'hommes ambitieux qui pouvaient valablement s'opposer aux cadres formés par l'UPC. André-Marie Mbida, ancien séminariste, doué d'une

36. E. Thevenin, op. cit., p.2.

37. J.M. Zang Atangana, op. cit., p.184 et A. Eyinga, *Introduction*, op. cit., p.96.

38. E. Thevenin, op. cit., p.7.